

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal – CS 83037
29334 QUIMPER Cedex

Quimper, le 14 AVR. 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2025

Contexte et constats

Publié sur



ELECTRICITE DE FRANCE

Les Monts d'Arrée
29690 BRENNILIS

Références : ENV-D-25. 148
Code AIOT : 0005500521

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2025 dans l'établissement ELECTRICITE DE FRANCE implanté Les Monts d'Arrée 29690 BRENNILIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un débordement du réservoir n°2 de fioul domestique (FOD) s'est produit le 10/12/2024 lors d'une opération de dépotage à partir de citernes routières. Le FOD est resté confiné dans la cuvette de rétention associé au dispositif de stockage et les opérations de dépotage ont été arrêtées. Par courriel du 24/01/2025, l'exploitant a transmis une analyse de l'évènement. L'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de la mise en œuvre effective des actions correctives identifiées dans ce document.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELECTRICITE DE FRANCE
- Les Monts d'Arrée 29690 BRENNILIS
- Code AIOT : 0005500521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le centre d'exploitation de turbines à combustion (CETAC) de Brennilis exploité par EDF compte trois turbines à combustion fonctionnant au FOD stocké dans deux réservoirs d'une capacité unitaire de 12000 m³. Les installations sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 16/01/1996, complété en dernier lieu par les arrêtés préfectoraux du 18/08/2020 et du 09/02/2023.

Thèmes de l'inspection :

- ☐ Prévention des pollutions chroniques
- ☐ Prévention des risques d'incident / d'accident
- ☐ Action nationale 2025 / Plan de modernisation des installations industrielles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 16/01/1996, article 4.71	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Signalement des incidents de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 16/01/1996, article 7.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 16/01/1996, article 71.9	Demande d'action corrective	3 mois
6	Niveau de sécurité	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 16	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 16/01/1996, article 4.4.1	Sans objet
3	Dispositif d'obturation	Arrêté Préfectoral du 16/01/1996, article 4.71	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence plusieurs défaillances dans la maîtrise des équipements nécessaires à la prévention des débordements des réservoirs de fioul et dans l'élaboration des conduites à tenir en cas de détection de situation dangereuses pour les personnes et l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/1996, article 4.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures (eaux pluviales, eaux d'incendie (exercice ou sinistre)) sont collectées, traitées puis rejetées dans le Roudoudour sous réserve de respecter les valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5 - température < 30°C - Hydrocarbures totaux : 10 mg/l - DCO : 125 mg/l - MES : 35 mg/l - Azote Kjeldal : 40 mg/l
Constats : L'exploitant déclare trimestriellement les résultats de l'autosurveillance réalisée sur les rejets d'eaux pluviales, via la plateforme GIDAF. L'inspection constate que les résultats des analyses réalisées le

21/01/2025 mettent en évidence le respect des valeurs limites prescrites au présent article.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/1996, article 4.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : [...] Les opérations périodiques ou exceptionnelles de nettoyage des divers circuits et capacités de l'usine (notamment au cours des arrêts annuels d'entretien) doivent être conduites de manière à ce que les dépôts, fonds de bacs, déchets divers... ne puissent gagner directement le milieu récepteur ni être abandonnés sur le sol. [...]
Constats : Dans l'analyse de l'évènement transmise par courriel du 24/01/2025 précité, l'exploitant a déclaré la mise en place de contrôles réguliers sur les circuits d'eaux pluviales/eaux susceptibles d'être polluées dès la survenue de l'incident du 10/12/2024. L'inspection constate que le plan des réseaux en date du 25/04/2017 matérialise la présence d'une fosse de relevage à l'Est du site qui collecte les eaux de ruissellement après traitement par des séparateurs à hydrocarbures situés au niveau de la zone de dépotage et de stockage du FOD, au niveau des TAC n°1&2 et au niveau de la TAC n°3, avant rejet vers le milieu naturel. Toutefois, l'inspection perçoit une forte odeur d'hydrocarbures et constate des traces semblables à de l'irisation en surface des effluents liquides présents dans la fosse de relevage des eaux pluviales avant rejet vers le milieu naturel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant d'identifier l'origine de l'odeur d'hydrocarbures perçue et des traces constatées en surface des effluents liquides présents dans la fosse de relevage précitée et de définir les actions correctives, le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositif d'obturation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/1996, article 4.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention [...] Son dispositif d'obturation doit être maintenu fermé. [...]
Constats : L'inspection note une montée en charge d'eaux pluviales dans les cuvettes de rétention associées aux réservoirs n°1 et n°2. A la demande de l'inspection, l'exploitant manœuvre avec succès le dispositif d'obturation associé au réservoir n°2. Son ouverture est vérifiée par le constat d'un écoulement d'eau dans le regard de rejet.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Signalement des incidents de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/1996, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Les installations sont équipées d'appareils de communication ou d'arrêt d'urgence permettant au personnel de signaler ou de prévenir rapidement tout incident soit automatiquement soit par tout autre moyen défini par l'exploitant. Ce dernier dresse une liste exhaustive des opérations à effectuer (arrêt des machines...) en fonction de la nature et de la localisation de l'incident. Il est précisé si ces opérations sont effectuées automatiquement ou manuellement.
Constats : <u>Le contrôle a porté sur les barrières techniques et/ou organisationnelles mises en œuvre pour prévenir tout rejet d'eaux susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures dans le milieu naturel.</u> Dans l'analyse de l'évènement transmise par courriel du 24/01/2025 précité, l'exploitant a déclaré que lors de l'incident du 10/12/2024: <ul style="list-style-type: none">- "le FOD est resté confiné dans la rétention grâce à la vanne de confinement maintenue fermée. Aucune présence d'hydrocarbure n'est constatée en aval de cette vanne ni dans le réseau d'eaux pluviales (qui est lui-même alarmé avec un détecteur d'hydrocarbures)";- "une alarme de détection hydrocarbure est reçue par l'exploitant. L'exploitant vérifie alors les installations d'eaux pluviales y compris le rejet final. Aucune pollution n'étant détectée, l'exploitant vérifie les installations en zone de dépôtage et constate alors un débordement dans la rétention du bac FOD n°2". L'exploitant précise que l'information sur la localisation exacte de la détection d'hydrocarbure n'a pas été relayée à l'opérateur lors du signalement de l'incident. L'inspection note que les mesures organisationnelles en place ne permettent pas d'intervenir de façon efficace lors d'un signalement d'une détection d'hydrocarbures. L'exploitant déclare la présence d'un détecteur d'hydrocarbures dans la fosse de relevage précitée, asservie à la fermeture de la vanne motorisée d'isolement vers le milieu naturel. A la demande de l'inspection, l'exploitant manœuvre cette vanne. Sa fermeture et son étanchéité sont vérifiées par le constat d'une montée en charge dans le regard de rejet. L'inspection relève une concentration "0% fuel" indiquée sur l'armoire de commande présente au niveau de la fosse de relevage, repérée 0SEO0010CR. Toutefois, l'exploitant n'est pas en capacité de justifier la représentativité de la mesure réalisée par le détecteur, au vu de sa localisation ni des seuils des paramètres qui enclenchent la fermeture automatique de la vanne précitée associée à un report vers l'exploitant. Ces informations ne sont pas non plus accessibles au niveau de l'écran de commande des installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant d'établir et de tenir à la disposition de l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none">- le descriptif des dispositifs de sécurité qui permettent d'interrompre le rejet des eaux pluviales vers le milieu naturel en cas de dérive d'au moins un paramètre mesuré en continu, ainsi que les valeurs seuils retenues pour ces paramètres ;- les consignes mentionnant les actions à conduire en cas d'enclenchement d'une alarme ou d'un dispositif de protection automatique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 5 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/1996, article 71.9

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant mettra en place une organisation de la qualité en matière de sécurité au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir. Cette organisation porte notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou en cas de crise, essais périodiques, maintenance, formation du personnel) ;
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement.

Les documents correspondants seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Le contrôle a porté sur les barrières techniques et/ou organisationnelles mises en œuvre pour prévenir tout débordement du réservoir n°1 de FOD lors de son remplissage par dépotage de combustible à partir de citernes routières.

L'inspection constate que ce réservoir, repéré 00BKI 101BA, est équipé de trois indicateurs de niveau implantés sur sa robe :

- le premier, dénommé « réglette » par l'exploitant, est constitué d'un repère coulissant sur une règle graduée tous les 10 cm, ce qui correspond à une élévation du niveau de produit dans le bac d'environ 103 m³. L'inspection constate que le repère de niveau haut, destiné à informer l'exploitant de l'approche de la capacité nominale du bac, n'est pas matérialisé sur cette règle ;
- le deuxième, dénommé « multi-tour » par l'exploitant, est constitué d'un jaugeur, sans repère fonctionnel. Ce dispositif affiche une valeur de 5,720 m, cohérente avec celle lue sur la règle graduée précitée mais avec une précision accrue ;
- le troisième est constitué d'un jaugeur, repéré 0 BKI 0104 MN. Ce dispositif affiche une valeur de 94,13% qui est reportée vers l'écran de commande des installations. Toutefois, l'inspection constate que cette valeur n'est pas exploitable dans la mesure où l'exploitant n'est pas en capacité de l'expliquer alors que ce dispositif semble le plus précis.

L'inspection constate que ces informations ne sont ni visibles ni reportées au niveau du poste de dépotage des citernes routières de livraison de FOD.

Par ailleurs, l'exploitant présente la procédure de dépotage du fioul domestique disponible au niveau du poste de dépotage précité, qui mentionne notamment :

- le niveau maximum des bacs fixé à 10 m ;
- le relevé du niveau des bacs à partir de la réglette et du multi-tour en pied de bac, avant dépotage, avec l'indication de retenir la valeur la plus haute ;
- le nombre de camions de 36 m³ acceptables, avec l'indication qu'un camion équivaut à 3,5 cm ;
- le relevé du niveau des bacs en fin de dépotage, avec l'indication de retenir la valeur la plus haute.

L'inspection constate qu'il s'agit de la procédure révisée par l'exploitant suite à l'incident, qui tient compte de la limitation temporaire de remplissage des réservoirs et des préconisations formulées par l'inspection dans son courriel du 03/02/2025, dans l'attente de la poursuite des investigations consécutives à l'incident du 10/12/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant :

- d'identifier les équipements qui lui permettent de prévenir un débordement des réservoirs OBKI 101BA et OBKI 201 BA lors de leur remplissage, notamment les capteurs de niveau ;

<ul style="list-style-type: none"> - de mettre en place un report automatique exploitable du niveau des bacs vers l'écran de commande des installations ; - d'établir, pour chacun de ces équipements, le programme de maintenance et de contrôle périodique associé à la conduite à tenir en cas de défaillance d'un équipement requis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Niveau de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives, aménagement et équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans le cas de réceptions non automatiques, les réservoirs de liquides inflammables d'une capacité équivalente supérieure ou égale à 100 mètres cubes sont équipés d'un dispositif indépendant du système de mesurage en exploitation, pouvant être :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une alarme de niveau relayée à une présence permanente de personnel disposant des consignes indiquant la marche à suivre pour interrompre dans les plus brefs délais le remplissage du réservoir et configurée de façon à ce que la personne ainsi prévenue arrête la réception de liquides inflammables avant le débordement du réservoir ; - ou un limiteur mécanique de remplissage dont la mise en œuvre est conditionnée à la cinétique d'un éventuel sur-remplissage ; - ou une sécurité instrumentée réalisant les actions nécessaires pour interrompre le remplissage du réservoir avant l'atteinte du niveau de débordement. <p>Ce dispositif constitue le premier niveau de sécurité au sens de la définition de la capacité d'un réservoir en article 2 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans l'analyse de l'évènement transmise par courriel du 24/01/2025 précité, l'exploitant a déclaré <i>"l'absence de déclenchement de la sirène du capteur de niveau haut (NH) et l'absence d'arrêt automatique des pompes de niveau très haut (NTH)"</i> lors de l'incident du 10/12/2024.</p> <p>L'exploitant a mis en œuvre des actions correctives consistant aux tests de déclenchement de la sirène associée au capteur NH du bac n°1, les 10/01/2025 et 16/01/2025 et au capteur NH du bac n°2, le 24/01/2025. Les résultats de ces tests ont été consignés dans un document interne référencé OT94039 mis à disposition de l'inspection. L'exploitant a précisé que ces tests ont été réalisés par transfert de fluide d'un bac à l'autre. L'inspection n'a pas contrôlé la présence de consignes de maintenance et d'essais périodiques ni leur réalisation.</p> <p>À ce jour, la sécurité du niveau de remplissage des bacs repose donc sur l'enclenchement des capteurs NH qui entraînerait, par action manuelle, un arrêt du remplissage des bacs. Toutefois, l'évènement survenu le 10/12/2024 met en évidence une défaillance lors de la mobilisation de cette barrière organisationnelle.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant précise que les capteurs NTH sont asservis à un dispositif d'arrêt automatique du remplissage des bacs. L'inspection constate que ces capteurs NTH sont mentionnés dans l'étude de dangers du site, référencée T AF 0 000 PPPP NE E 2854 – indice A, approuvée en date du 23/03/2011. Toutefois, l'exploitant n'est pas en capacité de démontrer leur bon fonctionnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans l'attente de la justification du caractère fonctionnel de l'arrêt automatique du remplissage asservi aux capteurs NTH, il appartient à l'exploitant de mettre en place les dispositions techniques</p>

efficaces pour permettre l'arrêt automatique du remplissage des bacs dès l'atteinte du niveau haut dans les bacs n°1 et n°2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 7 jours

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES A LA SOCIÉTÉ
EDF POUR SES INSTALLATIONS SITUÉES SUR LE SITE DES MONTS D'ARRÉE A BRENNILIS

Le Préfet du Finistère,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°3-96-A du 16 janvier 1996 autorisant la société EDF à exploiter sur le site des Monts d'Arrée à Brennilis, trois turbines à combustions et un dépôt de liquides inflammables ;
- VU** l'étude de dangers du site des turbines à combustion de Brennilis, référencée T AF 0 000 PPPP NE E 2854 – indice A, approuvée en date du 23 mars 2011 ;
- VU** le plan des réseaux des eaux pluviales (SEO) et des eaux susceptibles d'être polluées (SEH) en date du 25 avril 2017 (version D) ;
- VU** le document intitulé « compte-rendu et analyse de l'évènement de débordement du bac FOD n°2 du site des TAC de Brennilis du 10 décembre 2024 », référencé T-40211304-2025-000021, rédigé en date du 24 janvier 2025 ;
- VU** le rapport et les propositions en date du **X** avril 2025 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le **X** ;
- VU** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par l'exploitant le **X** ;

CONSIDÉRANT l'évènement survenu le 10 décembre 2024 relatif au débordement du réservoir n°2 de fioul domestique (FOD) lors d'une opération de dépotage à partir de citernes routières ;

CONSIDÉRANT que le compte-rendu en date du 24 janvier 2025 susvisé mentionne la mise en place de contrôles réguliers sur les circuits d'eaux pluviales et des eaux susceptibles d'être polluées dès la survenue de l'incident précité ;

CONSIDÉRANT que le plan des réseaux en date du 25 avril 2017 susvisé matérialise la présence d'une fosse de relevage à l'Est du site qui collecte les eaux de ruissellement après traitement par des séparateurs à hydrocarbures situés au niveau de la zone de dépotage et de stockage du FOD, au niveau des TAC n°1&2 et au niveau de la TAC n°3, avant rejet vers le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant réalise une autosurveillance trimestrielle au niveau de l'exutoire de rejet

des eaux pluviales vers le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que les résultats des analyses réalisées le 21 janvier 2025, déclarés via la plateforme GIDAF, mettent en évidence le respect des valeurs limites prescrites à l'article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1996 susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 21 février 2025, l'inspection perçoit une forte odeur d'hydrocarbures et constate des traces semblables à de l'irisation en surface des effluents liquides présents dans la fosse de relevage précitée ;

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser un contrôle de l'état des réseaux de collecte des eaux et des équipements associés ;

CONSIDÉRANT la nécessité de renforcer la surveillance des paramètres de rejet des eaux pluviales jusqu'à l'achèvement des contrôles précités ;

CONSIDÉRANT que le compte-rendu en date du 24 janvier 2025 susvisé expose des dysfonctionnements d'ordre technique et organisationnel à l'origine de l'évènement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas été en mesure de détecter immédiatement l'origine de l'incident ;

CONSIDÉRANT que lors du contrôle du 21 février 2025, l'inspection constate que les équipements nécessaires à la prévention du risque de débordement des réservoirs OBK1101BA (bac n°1) et OBK1201BA (bac n°2) et leurs conditions d'exploitation nécessitaient des actions humaines face à une situation d'exploitation dangereuse ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant dispose d'une seconde barrière de détection du niveau sur les bacs (niveau très haut), complémentaire à la barrière réglementaire mais que l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer son efficacité ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'exploitant de réévaluer la conception et les conditions d'exploitation des barrières de sécurité nécessaires d'une part, à la prévention des incidents et des accidents et d'autre part, à la limitation des conséquences de telles situations sur les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'une telle réévaluation est susceptible d'être à l'origine d'une modification de l'étude de dangers ;

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il y a lieu, de prescrire la réalisation des évaluations nécessaires au renforcement de la sécurité des installations, sur le fondement du 3^{ème} alinéa de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRETE

Article 1

La société EDF, dont le siège social se situe 22-30, avenue de Wagram – 75008 PARIS, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour ses installations (AIOT n°0005500521) situées sur la commune de BRENNILIS (29690). Le présent arrêté s'applique sans préjudice des actes préfectoraux antérieurs.

Article 2 – Réseaux de collecte de eaux

L'exploitant procède, sous un délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, aux contrôles de l'état des réseaux de collecte des eaux et de leurs équipements nécessaires à la protection des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement.

Le rapport des contrôles mentionnés à l'alinéa précédent est transmis dans le même délai à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées accompagné du plan des réseaux mis à jour.

Article 3 – Surveillance des rejets

Jusqu'à l'achèvement des contrôles prescrits à l'article 2, l'exploitant procède à une analyse hebdomadaire des eaux pluviales dans les conditions fixées par les articles 4.4.1 et 4.6 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1996 susvisé.

Les résultats de ces analyses sont transmis à l'inspection des installations classées dans les conditions fixées par l'article 4.6 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1996 susvisé.

Article 4 – Test de fonctionnement des équipements complémentaires

L'exploitant procède, sous un délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à un test de la chaîne complète du niveau très haut présent sur les bacs et prévoit un programme de maintenance et d'essais périodiques sur cette base.

Article 5 – Revue de conception et d'exploitation des équipements

L'exploitant procède, sous un délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à la revue de conception et d'exploitation des équipements importants pour la protection des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement. Cette revue évalue notamment l'intérêt d'un renforcement de l'appairage entre les alarmes et les détecteurs à leur origine.

Le rapport de conclusion de la revue mentionnée à l'alinéa précédent est transmis dans le même délai à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées. Ce rapport est accompagné du descriptif des modifications envisagées des installations et du calendrier prévisionnel de mise en œuvre de ces modifications.

Article 6 – Révision de l'étude de dangers

L'exploitant révisé l'étude de dangers de l'installation sur la base des conclusions des études et contrôles prescrits aux articles 2 et 4.

L'étude de dangers révisée et autoportante, accompagnée du POI modifié le cas échéant, est transmise, sous un délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées.

Article 7 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative (tribunal administratif de Rennes) par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessibles par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr/> :

- 1) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site Internet de la Préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 8 – Exécution et ampliation

Le Secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de la commune de Brennilis et à la société EDF (site de Brennilis).

Pour Le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Destinataires :

- Maire de Brennilis
- DREAL Bretagne / UD 29
- Société EDF (site de Brennilis)